

*Two Approaches to the Exchange-Rate Problem: The United Kingdom and Canada*, par Samuel-I. Katz. (Collection «Essays in international Finance», No. 26). Une plaquette de 19 pages. — International Finance Section, Department of Economics and Sociology, Princeton University, Princeton, New-Jersey, 1956

Camille Martin

Volume 32, numéro 3, octobre–décembre 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000191ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000191ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1956). Compte rendu de [*Two Approaches to the Exchange-Rate Problem: The United Kingdom and Canada*, par Samuel-I. Katz. (Collection «Essays in international Finance», No. 26). Une plaquette de 19 pages. — International Finance Section, Department of Economics and Sociology, Princeton University, Princeton, New-Jersey, 1956]. *L'Actualité économique*, 32(3), 536–536. <https://doi.org/10.7202/1000191ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1956

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru  
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

en le consultant, de référer, au besoin, à leurs notes de cours, à certains des grands ouvrages que l'auteur analyse et même à d'autres traités d'histoire des doctrines économiques. Et je suis convaincu, malgré la modestie de l'auteur à ce sujet, que son livre pourra également rendre service à ceux qui ont dépassé le stage des études universitaires, car M. James offre dans son ouvrage une synthèse de la pensée économique fort bien construite, tendant à dégager des analyses économiques « les éléments utilisables pour la compréhension de l'économie de n'importe quelle époque » et conçue dans le but « d'aider à mieux comprendre les phénomènes d'aujourd'hui » (p. 14).

C'est ainsi que, suivant en cela la tendance récente des historiens, il fait une place dans son ouvrage pour les économistes d'avant 1750 (pp. 15-49), que certains traités d'histoire des doctrines économiques ont complètement ignorés. Il considère que ces auteurs, notamment les mercantilistes, ont « traité correctement certains problèmes spéciaux » (p. 18) et que les étudier aide à mieux comprendre les problèmes économiques d'aujourd'hui. Par ailleurs, et pour la raison inverse, il parle très peu de certains auteurs, tel Bastiat, « parce qu'aujourd'hui il ne reste plus rien qui, dans leurs œuvres, soit encore considéré comme valable, ou qui fasse encore l'objet de discussions économiques » (p. 14).

La dernière partie de son livre, soit plus du quart de l'ouvrage, est consacré aux « Recherches théoriques au XX<sup>e</sup> siècle » (pp. 241-333). Tout en analysant les principaux courants de la pensée économique au XX<sup>e</sup> siècle, M. James montre les progrès accomplis par la science économique, les difficultés auxquelles elle se heurte et indique, en conclusion, vers quels domaines, à son avis, devraient s'orienter les recherches économiques à l'avenir.

Voilà donc un ouvrage qui offre un intérêt certain : M. James y fait preuve de beaucoup d'érudition, d'un magnifique esprit de synthèse en même temps que d'un jugement bien nuancé.

René Cousineau

**Two Approaches to the Exchange-Rate Problem: The United Kingdom and Canada**, par SAMUEL I. KATZ. (Collection « Essays in international Finance », No. 26). Une plaquette de 19 pages. — INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF ECONOMICS AND SOCIOLOGY, Princeton University, Princeton, New-Jersey, 1956.

Les accords de Bretton-Woods prévoyaient pour l'après-guerre un système stable de taux de change mais cette politique ne réussit pas à faire l'unanimité d'opinion. En fait, au Royaume-Uni et au Canada, comme d'ailleurs dans la plupart des pays belligérants durant la guerre et dans les années qui l'ont suivie, le change fut sévèrement contrôlé, mais, en 1950, le Canada, rompant avec la politique du temps de guerre, abandonnait sa politique de contrôle et laissait fluctuer sa monnaie, tandis que la Grande-Bretagne maintenait sa politique de contrôle. L'expérience des deux pays, surtout depuis que leur politique diffère, jette de la lumière sur la question du taux de change dans les conditions économiques actuelles et c'est cette expérience que raconte le présent essai.

Camille Martin